### **BORDEAUX**

# Manifestation devant la statue de Montaigne

Une dizaine de professeurs ont mené une action contre le grand oral du bac



« Montaigne se retournerait dans sa tombe ». DR

Ils se sont allongés devant le tombeau de Montaigne. Une dizaine de professeurs présents ce mercredi 23 juin, au musée d'Aquitaine, ont voulu manifester leur mécontentement face au grand oral du baccalauréat. « Nous avons demandé ce qui est évalué, on nous a dit : "des compétences transversales". Seulement un cinquième de la note concerne le contenu disciplinaire », s'indigne Arnaud Lalanne, professeur de philosophie. « C'est une évaluation qui se fait sur une base arbitraire, il y a des critères absolument irrecevables », renchérit l'un de ses collègues, Thierry Vigier.

## Pas de prof de philo

Majoritairement philosophes, les enseignants ont tenu à souligner qu'au sein de l'académie de Bordeaux, aucun enseignant de philosophie ne fait partie du jury du grand oral en spécialité humanités, littérature et philosophie. « Il y a cette idée que la discipline n'est pas importante et ils ne voulaient pas prendre le risque qu'il y ait des grévistes dans le jury », ajoute Arnaud Lalanne.

Les professeurs de philosophie, comme de lettres et d'autres matières, regrettent que les élèves ne soient pas évalués par des spécialistes. Les enseignants envisagent une action prochaine devant le rectorat.

Amélie Rigo

# **PESSAC**

# « Le matin, on se demande si on va rentrer entier »

Le malaise se généralise parmi les forces de l'ordre, estiment les fondateurs d'Assopol, qui propose un soutien psychologique aux policiers, gendarmes et pénitentiaires

**Christophe Loubes** c.loubes@sudouest.fr

ujourd'hui, quand on est sur une intervention, il faut toujours regarder derrière son épaule », explique Cyril Cros, policier et cofondateur de l'association Assopol. Quel que soit le quartier où on se trouve, ça peut partir en eau de boudin. Ça se traduit par un épuisement psychologique, un mal-être qu'on emporte chez soi. On devient irri-

table. On a des problèmes de

couple. On risque d'aller vers la

dépression lourde. »

C'est parce qu'on compte une cinquantaine de suicides chaque année dans la police nationale qu'a été créée Assopol en 2018. Basée à Pessac, cette association œuvre à la prévention des problèmes psychologiques au sein de l'ensemble des forces de l'ordre : policiers nationaux et municipaux, gendarmes, douaniers, administration pé-



nitentiaire.

Et selon Cyril Cros, le malaise se généralise. « Les réformes successives ont abouti à des manques d'effectif et des surcharges de travail. Avant, on distinguait les policiers en patrouille et ceux qui recevaient les victimes dans les commissariats. Aujourd'hui la prise de plainte est immédiate. On voit de plus en plus de violences aggravées. Dans l'absolu, c'est très bien que la parole se libère. Sauf que nous, on n'est pas forcément préparés à ça. Quand on entend des choses ignobles cinq fois, vingt fois, cent fois, ça laisse des séquelles. »

Et puis il y a la montée des tensions dans la société. « À tous les coins de rue on voit des graffitis insultants, des ACAB (pour



Cyril Cros, dans les locaux d'Assopol, à Pessac. CH. L.

« All cops are bastards », « Tous les flics sont des salauds », NDLR). On a beau savoir que quatre individus suffisent pour taguer tout le centre de Bordeaux, ça gangrène les esprits. Et quand on interpelle quelqu'un, on ne sait jamais comment ça va finir. Chaque matin, en prenant notre service, on se demande si on va rentrer entier. »

#### Un réseau à développer

Faire face à cette tension psychologique, c'est donc la raison d'être d'Assopol. « On arrive en complément d'autres structures de soutien qui travaillent bien, mais pour lesquelles les délais d'attente peuvent être de quatre mois. Et on travaille en amont de ces démarches. Beau-

coup de collègues refusent de voir qu'ils sont en situation de souffrance. Ils ont peur d'être mis à l'écart par leur hiérarchie. Notre rôle est de les aider à vaincre ces freins, de leur mon-

« Beaucoup de collègues refusent de voir qu'ils sont en situation de souffrance. Ils ont peur d'être mis à l'écart par leur hiérarchie »

trer les voies qui existent pour se faire aider et éventuellement de les soutenir financièrement quand il y a des dépassements d'honoraires ou des consultations non remboursées. » En 2020 Assopol a mené près de 1200 échanges de ce type. « C'est beaucoup pour une petite association, avec seulement trois personnes au bureau. » Plus de 9 000 dons ont aussi permis de faire face aux dépenses qui y sont liées, « venus de tous les milieux sociaux, de toutes les tranches d'âge et de toutes les religions. "Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu ?", on le vit tous les jours. »

Reste maintenant à développer le réseau. « On a neuf correspondants dans différentes régions. Six autres doivent être mis en place durant l'été. À terme, bien sûr, on aimerait que l'association disparaisse d'ellemême parce qu'elle n'aurait plus besoin d'exister... »

